



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sociétés d'exercice libéral

Question écrite n° 39339

Texte de la question

M. Albert Facon appelle l'attention de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative sur la décision du Gouvernement de réformer la biologie médicale par voie d'ordonnance, en marge de l'examen du projet de loi Hôpital, patient, santé, territoire (HPST) prévu d'ici à la fin de l'année. Cette réforme est annonciatrice de profondes modifications pour l'ensemble du système de soins et menace l'avenir même des professions libérales de santé. Une majorité de député(e)s s'était prononcée, lors du projet de loi de modernisation de l'économie, contre une ouverture à hauteur de 49,9 % du capital des sociétés d'exercice libéral (SEL) de santé. Pourtant, aujourd'hui, le Gouvernement s'apprête à ouvrir jusqu'à 100 % du capital des SEL. L'ouverture totale va obligatoirement attirer des investisseurs guidés par les seules perspectives de spéculation et de rentabilité du secteur de la santé. En outre, un récent sondage a montré que 85 % des Français se disent défavorables à l'éventualité d'une réforme qui entérinerait une prise de contrôle des laboratoires de biologie par des groupes financiers, et 87 % d'entre eux souhaitent vivement qu'ait lieu un débat parlementaire plutôt qu'une adoption par ordonnance. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles sont les mesures qu'elle entend prendre pour préserver l'indépendance de la profession et garantir les intérêts des patients.

Texte de la réponse

À la suite d'une intervention de la Commission européenne dans le cadre d'une procédure précontentieuse, la ministre chargée de la santé avait annoncé, en avril 2008, l'intention des autorités françaises de faire évoluer la réglementation relative à la détention, par des tiers, du capital des sociétés d'exercice libéral de biologistes ; le Gouvernement s'était alors engagé à lever certaines restrictions concernant la détention du capital dans le cadre d'une réforme globale du secteur de la biologie médicale. Cependant, deux événements postérieurs ont conduit les autorités françaises à stopper ce processus. Le premier événement fut les conclusions de l'avocat général Yves Bot du 16 décembre 2008 dans l'affaire de la propriété du capital des officines de pharmacie, venues contredire les certitudes de la Commission européenne dans son interprétation du traité des communautés européennes pour ce qui est de l'applicabilité de certaines règles du marché intérieur au domaine de la santé. Le second événement fut le choix de la commission européenne de finalement traduire la France devant la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) avant même l'adoption de la réforme de la biologie médicale intégrée dans la loi « hôpital, patients, santé, territoires » (HPST). Ce contentieux est en cours. La CJCE s'est prononcée le 19 mai 2009 sur les plaintes relatives à la propriété du capital des pharmacies italiennes et allemandes, la propriété étant dans ces États membres exclusivement réservée aux pharmaciens, comme en France. Elle a conclu que « les libertés d'établissement et de circulation des capitaux ne s'opposent pas à une réglementation nationale qui empêche des personnes n'ayant pas la qualité de pharmaciens de détenir et d'exploiter des pharmacies ». Par ailleurs, l'article 69 de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires autorise le Gouvernement à procéder à la réforme de la biologie médicale par voie d'ordonnance. Les décrets nécessaires à l'application de ce texte seront rédigés à la lumière des travaux de concertation menés depuis plus d'un an avec l'ensemble des acteurs concernés. Le contenu de ces décrets dépendra toutefois de ce que prévoira définitivement l'ordonnance, dès que celle-ci aura

été ratifiée par le Parlement.

Données clés

Auteur : [M. Albert Facon](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (14^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39339

Rubrique : Sociétés

Ministère interrogé : Santé, jeunesse, sports et vie associative

Ministère attributaire : Santé et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 janvier 2009, page 36

Réponse publiée le : 27 octobre 2009, page 10262